

## **Sobriété et fraternité : Les deux piliers de la transition**

### **Plaidoyer**

L'ensemble de nos sociétés, la société française en particulier, sont engagées dans une grande transition culturelle, à la fois écologique, économique, technologique, scientifique, sociale et démocratique, dont nous commençons de prendre toute la mesure. Cette transition aura des répercussions importantes sur nos modes de vie, sur nos règles de comportement éthiques et sur nos visions spirituelles. Si ces défis ne sont pas affrontés avec lucidité et courage, la violence s'accroîtra et le tragique minera nos sociétés.

Nous sommes convaincus au Pacte civique que, pour réussir cette transition, nous devons cultiver, dans nos comportements personnels, dans le fonctionnement des organisations, et dans les politiques publiques, les principes et les valeurs de sobriété et de fraternité. Une sobriété créative pour sauver notre existence sur la planète. Une fraternité innovante, source de lien social, de justice et de solidarité, pour mieux l'habiter ensemble. L'une ne va pas sans l'autre.

Concrètement, en effet, tous les scénarios montrent que nous ne réussirons notre transition énergétique qu'en modifiant profondément nos modes de vie et en adoptant des comportements plus sobres, en matière de logements, de transports, de consommation... Cette sobriété nécessaire demandera à tous des efforts importants.

Mais pour la gérer et la réussir collectivement, pour gagner l'adhésion et la participation de tous, nous devons répondre à une exigence de fraternité et de justice pour que les efforts demandés soient proportionnés aux moyens et aux contraintes de chacun. Rien ne sera accepté, donc possible, si on ne prend pas en compte les situations des plus fragiles, des pauvres, des éloignés, si on ne compense pas largement les nouvelles contraintes qu'ils devront supporter. Les autres, ceux qui économiquement, culturellement, socialement, le peuvent, devront accepter d'autant plus d'efforts qu'ils portent la responsabilité d'impacts négatifs plus importants sur le climat et la biodiversité.

Pour ne pas être irrémédiablement perdues, les prochaines années vont demander des efforts considérables à tous. Il faut retisser le lien social dégradé, reconstruire une société collectivement solidaire, mettre enfin la fraternité au cœur du pacte républicain.

Aujourd'hui, le discours des candidats est d'une grande discrétion sur les conditions d'une transition réussie. Ils doivent pourtant tenir un langage de vérité : cette transition indispensable ne sera ni douce ni tranquille. Elle demandera à tous un effort de sobriété. Elle devra répondre à des exigences fortes de fraternité et de justice. Nous devons - tous ensemble - être créatifs et intelligents.

Il faut oser parler de valeurs et pas seulement d'instruments et de moyens. Ce sont les premières qui fondent les seconds. Ce sont elles qui donnent du sens aux sociétés. Sobriété et fraternité sont devenues les conditions du maintien de la biodiversité et du respect des personnes. En parler non pas pour esquiver le réel, mais pour le transformer effectivement et efficacement.

C'est pourquoi, sur ces deux terrains, si étroitement liés, nous demandons aux candidats aux élections à venir, tant présidentielles que législatives :

- de construire et d'évaluer les politiques publiques au regard des valeurs de sobriété et de fraternité. Dans ces domaines, Etat et pouvoirs publics doivent être exemplaires.
- d'assurer la diffusion de ces valeurs essentielles et des outils facilitant leur mise en œuvre auprès des élus et des agents publics par des formations appropriées.
- de mettre en œuvre une fiscalité plus égalitaire et plus écologique facilitant les engagements et les efforts collectifs nécessaires aux transitions et au changement de notre paradigme en matière économique et sociale.

C'est aussi pourquoi nous leurs faisons les propositions concrètes qui suivent et qui, sans épuiser tout le champ du possible, relèvent de leurs compétences.

## 10 propositions pour plus de sobriété

1. **Développer l'éducation à la sobriété** et à la consommation responsable dès l'école et tout au long de la vie. En faire un objet de l'éducation civique et morale dans l'enseignement
2. Permettre à tous les habitants, grâce à une application agréée par les pouvoirs publics, de **calculer leur bilan carbone** et de se situer par rapport à des objectifs. Etudier et mettre en débat un **projet de compte carbone**, attribuant à chacun un droit égal à émettre du CO<sub>2</sub> et taxant les dépassements.
3. **Augmenter les prix du carbone consommé**, en organisant le retour des fonds publics perçus vers un soutien financier aux personnes à faibles ressources.
4. Rendre visible et compréhensible par l'étiquetage les **caractéristiques des produits** proposés aux consommateurs : niveau d'émission carbone bien entendu, mais aussi réparabilité, durée de vie, coût d'usage...
5. Pour aller vers une économie plus circulaire, lutter efficacement contre l'obsolescence programmée, et soutenir et renforcer les filières de **recyclage et de réparation**.
6. Encourager un **usage partagé des biens** (habitat, véhicules, matériel, etc.).
7. Soutenir, promouvoir, financer **les associations, les projets, les initiatives, les gestions communes**, locales ou nationales, qui défendent les consommateurs ou développent des actions pour la sobriété.
8. Mieux **réguler la publicité** pour limiter la promotion de produits nocifs pour le climat, les ressources ou la préservation de la biodiversité, ou de produits symboles qui favorisent l'hyper consommation.
9. Pour favoriser des modes de vie plus sobres, faciliter l'exercice du **travail à temps partiel choisi** sous ses différentes formes possibles.
10. Soutenir et promouvoir les politiques et les normes favorisant **la sobriété au niveau européen**.

## 10 propositions pour plus de fraternité

1. **Organiser une convention citoyenne** pour approfondir la notion de fraternité et la décliner en objectifs politiques concrets, tels la lutte contre les maltraitances, l'éradication du chômage de longue durée, l'accueil des migrants, etc. Faciliter l'organisation de conventions à différentes échelles territoriales.
2. Développer **l'éducation à la fraternité** dès l'école et tout au long de la vie : sensibilisation et transmission des valeurs de fraternité, ateliers, projets et stages solidaires, interventions d'acteurs locaux de la fraternité. A cet effet, attribuer davantage d'heures de cours à l'éducation civique et morale et la faire assurer par des enseignants dédiés ou mieux formés.
3. Dans les **services publics** de plus en plus numérisés, garder la possibilité d'un contact de personne à personne. Former les agents publics à la fraternité dans les rapports avec les usagers notamment.
4. Poursuivre la relocalisation des **services publics de proximité** recherchée avec les Maisons France service, en développant le champ de leurs compétences et la formation des agents. Soutenir la renaissance de lieux conviviaux (commerces de proximité, cafés...)
5. Généraliser progressivement le **service civique**, école de la fraternité, pour qu'il s'étende à tous les jeunes et à tous les âges,
6. Promouvoir dans les communes chaque année une **journée citoyenne et fraternelle** pour réaliser en commun des travaux utiles et partager des moments de convivialité et d'échange interculturels.
7. Renforcer la **mixité sociale, culturelle, intergénérationnelle** dans l'habitat et l'espace urbain. Promouvoir les tiers lieux favorisant aussi cette mixité.
8. Soutenir, promouvoir, financer les **associations, les projets, les initiatives**, qui développent des actions pour la fraternité, localement et nationalement.
9. Faire systématiquement participer les destinataires des politiques publiques à la construction, la mise en œuvre concrète, et l'évaluation des politiques qui les concernent. Faire systématiquement **participer les personnes aidées** à la formation des professionnels qui les aident, dans les secteurs de la santé et du social
10. Développer les **échanges de jeunes européens**, quel que soit leur niveau de formation.

## Conclusion

La mise en œuvre de cette démarche globale et ambitieuse devrait être portée par **une structure interministérielle dédiée, placée auprès du Premier Ministre ou du Président de la République**. C'est la condition de sa réussite.